

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1019

[2004/200758]

**12 FEVRIER 2004. — Décret relatif à la tarification et aux conditions générales de la distribution publique de l'eau en Wallonie (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Article premier.** Au sens du présent décret, il faut entendre par :

- abonné : toute personne titulaire d'un droit de propriété, d'usufruit, de nue-propriété, d'usage, d'habitation, de superficie, d'emphytéose sur un immeuble raccordé à la distribution publique;
- charge du service : ensemble des obligations qui s'imposent à la personne qui a la qualité, selon le cas, d'abonné ou d'usager;
- compteur : dispositif métrologique et ses accessoires permettant de déterminer les volumes d'eau consommés pendant une période déterminée;
- coût-vérité à la distribution : ci-après dénommé C.V.D., calculé par mètre cube, il comprend l'ensemble des coûts de la production d'eau et de la distribution d'eau, en ce compris les coûts de protection des eaux prélevées en vue de la distribution publique;
- coût-vérité à l'assainissement : ci-après dénommé C.V.A., calculé par mètre cube, il comprend l'ensemble des coûts liés à l'assainissement public des eaux usées domestiques;
- distributeur : exploitant du service de la distribution d'eau publique;
- installation privée de distribution : les canalisations et appareillages installés en aval du compteur;
- logement : logement individuel au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du Code wallon du Logement;
- service : ensemble des actes techniques et administratifs en vue d'assurer la distribution publique de l'eau;
- raccordement : ensemble des canalisations et appareillages utilisés pour l'alimentation en eau d'un immeuble, depuis la prise effectuée sur la conduite mère du distributeur jusqu'au compteur inclus;
- usager : toute personne qui jouit du service de la distribution publique de l'eau en tant qu'occupant d'un immeuble raccordé.

CHAPITRE II. — *L'accès à la distribution publique de l'eau et le raccordement*

**Art. 2.** Toute personne titulaire d'un droit réel sur un immeuble a droit, à sa demande et à sa charge, à ce que cet immeuble soit raccordé au réseau de distribution publique de l'eau. L'extension éventuelle du réseau du distributeur nécessaire pour que l'immeuble soit raccordé est à charge du demandeur :

- intégralement, lorsqu'il s'agit d'un lotissement au sens de l'article 89 du Code wallon de l'aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;
- intégralement, lorsqu'il s'agit d'une extension en dehors d'une voie publique existante;
- au-delà des cinquante premiers mètres, lorsqu'il s'agit d'une autre demande d'extension, l'extension des cinquante premiers mètres étant à charge du distributeur.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Les travaux de réalisation du raccordement sont à charge de l'abonné et font l'objet d'un devis.

Le raccordement doit être entièrement payé avant sa mise en service.

Lorsque l'abonné sollicite la modification du raccordement ou la fin du service, les travaux sont également à sa charge et font l'objet d'un devis.

Le devis est transmis au demandeur dans les dix jours calendrier qui suivent la réception de sa demande.

Un acompte s'élevant au maximum à 50 % du devis peut être réclamé par le distributeur.

Sauf cas de force majeure, le travail doit être réalisé par le distributeur dans les trente jours calendrier de la réception de l'accord formel du demandeur sur le devis de réalisation et sous réserve des conditions d'exécution prévues dans ce dernier.

§ 2. Lorsque l'abonné demande de mettre fin au service, le distributeur prend toutes les dispositions techniques pour le faire sans dommages pour la sécurité et la salubrité.

Si l'abonné n'est pas l'usager, la demande ne peut être prise en considération qu'avec l'accord express de l'usager.

§ 3. Les frais de modifications apportées au raccordement par le distributeur sont à charge de celui-ci.

§ 4. Sans préjudice de l'article 5, le raccordement appartient au distributeur qui en assume la responsabilité et l'entretien.

**Art. 4.** Chaque raccordement doit être muni d'un compteur.

Pour les nouveaux raccordements, un compteur sera placé afin de comptabiliser de manière individualisée la consommation de chaque logement, activité commerciale ou bâtiment.

Pour les raccordements existants, le distributeur peut, à ses frais, en accord avec l'abonné ou à la demande de celui-ci, dans un local technique mis à sa disposition, remplacer le compteur qui enregistre les consommations de plusieurs logements, activités commerciales ou bâtiments, par une batterie de compteurs permettant d'enregistrer de manière individualisée la consommation individualisée de chaque logement, activité commerciale ou bâtiment. Un compteur supplémentaire sera, dans ce cas, prévu pour l'enregistrement des consommations communes.

Le Gouvernement détermine les conditions d'implantation du raccordement qui s'imposent au distributeur.

**Art. 5.** L'abonné et l'utilisateur prennent toutes dispositions pour éviter la détérioration du compteur. Il leur incombe d'informer le distributeur dès la connaissance de celle-ci.

A ce titre, ils sont responsables des dégâts que le gel a provoqués au compteur et à la partie du raccordement située à l'intérieur de toute construction abritant le compteur, sauf s'il est établi que le distributeur a commis une faute dans la conception ou l'exécution du placement du raccordement.

Le distributeur informe au moins annuellement ou sur demande les abonnés et les usagers quant aux actions permettant d'éviter toute détérioration du compteur.

Tout compteur est muni de scellés qui ne peuvent être altérés sous peine d'une sanction financière dont les modalités sont fixées par le Gouvernement, sans préjudice d'une éventuelle interruption immédiate du service.

**Art. 6.** En cas de changement d'abonné, l'ancien et le nouveau titulaire de droits réels sur l'immeuble raccordé sont tenus d'en informer le distributeur, à défaut de rester tenus des charges du service jusqu'à accomplissement de cette obligation.

Le Gouvernement fixe les modalités de cette obligation.

### CHAPITRE III. — *L'approvisionnement, l'utilisation et la protection des installations*

#### *Section 1<sup>re</sup> — La mise à disposition*

**Art. 7.** Outre les prescriptions légales et réglementaires prévues dans le décret du 12 décembre 2002 relatif à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine, le distributeur réalise sa mission de service public lorsqu'il assure, sauf circonstances exceptionnelles ou qui ne peuvent être raisonnablement maîtrisées, un approvisionnement régulier des immeubles raccordés au réseau public de distribution.

Le Gouvernement détermine les conditions d'un approvisionnement régulier.

Le distributeur veille à l'exécution dans les plus brefs délais de tous les travaux utiles à garantir cet approvisionnement.

**Art. 8.** Toute réclamation émanant d'un usager du service est immédiatement prise en considération; le distributeur désigne en son sein les personnes chargées de recevoir et de traiter les plaintes.

**Art. 9.** La distribution publique d'eau à un immeuble affecté en tout ou en partie à l'habitation ne peut être interrompue :

- que pour protéger la santé publique, la salubrité ou la continuité du service;
- qu'à la demande de l'utilisateur;
- qu'en l'exécution d'une décision judiciaire est rendue pour non-paiement et autorisant le recours à l'interruption de la distribution;
- qu'en cas d'empêchement dûment constaté d'accéder au compteur, conformément à l'article 14.

La distribution publique d'eau à un immeuble qui n'est pas affecté à l'habitation ne peut être interrompue :

- que dans les cas prévus par ou en vertu du décret;
- qu'à la demande de l'utilisateur;
- qu'en cas de non-paiement après mise en demeure;
- quand cas d'empêchement dûment constaté d'accéder au compteur, conformément à l'article 14.

Lorsque le service est interrompu pour raisons de sécurité ou de santé publique, le distributeur informe immédiatement le bourgmestre de la commune concernée, tout en précisant les causes de l'interruption.

Lorsque le service est interrompu suite à une décision de justice, le président du centre public d'aide sociale est informé sans délai par le distributeur de l'interruption.

Les dispositions particulières relatives à l'interruption du service sont fixées par le Gouvernement.

**Art. 10.** Le distributeur peut suspendre le service en cas de force majeure ou chaque fois que les nécessités de travaux de réparation, de renouvellement, de modification, de déplacement, d'entretien ou d'exploitation le justifient.

Le distributeur s'efforce de choisir les moments où ces suspensions gênent le moins possible l'ensemble des usagers et d'en limiter le nombre et la durée.

Sauf cas d'urgence, les usagers en sont informés préalablement, sous préavis de trois jours francs, par lettre circulaire ou adresse publique.

Sans préjudice de l'article 7 du présent décret et des dispositions du décret du 12 décembre 2002 relatif à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine, le distributeur répond d'une obligation de moyen quant aux actes du service.

#### *Section 2. — Utilisation et protection des installations*

**Art. 11.** Le Gouvernement détermine les dispositions d'ordre technique assurant les normes de protection des installations.

Il peut également déterminer les conditions de réalisation et d'utilisation des installations intérieures privées des usagers et abonnés.

**Art. 12.** L'utilisateur veille à une utilisation parcimonieuse de l'eau et doit se conformer aux décisions et instructions du distributeur limitant l'usage de l'eau en cas de sécheresse, d'incidents techniques ou relatifs à la qualité de l'eau, sans préjudice des pouvoirs dont disposent les autorités compétentes.

**Art. 13.** Les abonnés et les usagers sont tenus de prendre les dispositions nécessaires pour protéger leurs installations contre tous les accidents pouvant résulter d'une variation de la pression ou de la suspension momentanée du service.

Le distributeur fournit au moins annuellement ou sur demande aux abonnés et aux usagers les informations utiles à la protection des installations.

#### *Section 3. — Accès aux installations et aux compteurs*

**Art. 14.** Dans le respect des principes de protection de la vie privée et après en avoir informé les occupants par écrit au moins dans les quarante-huit heures qui précèdent, les préposés du distributeur porteurs d'une carte de service et munis de leur carte d'identité et les organismes de contrôle peuvent, en présence des occupants ou de leur représentant, accéder entre huit heures et vingt heures, aisément et sans danger, au raccordement et à l'installation privée de distribution afin de procéder à toute opération visant le relevé des consommations et la vérification des installations et du compteur.

CHAPITRE IV. — *Enregistrement des consommations - Tarification et facturation**Section 1<sup>re</sup>. — Enregistrement des consommations*

**Art. 15.** Les volumes consommés sont enregistrés au moyen du compteur placé par le distributeur. Le moment et la périodicité du relevé des volumes consommés sont déterminés par le distributeur. Ce relevé doit avoir lieu au minimum une fois par an, et l'utilisateur doit permettre au distributeur l'accès physique aux installations en vue d'effectuer ce relevé au moins une fois tous les cinq ans.

*Section 2. — Tarification*

**Art. 16.** Il est instauré une tarification uniforme de l'eau applicable aux consommations comportant une redevance annuelle par compteur, qui peut être anticipative, destinée à rétribuer l'avantage procuré par la mise à disposition de l'eau indépendamment de l'existence ou non de consommation, et trois tranches réparties en volumes de consommations annuels, calculées selon la structure suivante :

Redevance :  $(20 \times \text{C.V.D.}) + (30 \times \text{C.V.A.})$

Consommations :

- première tranche de 0 à 30 m<sup>3</sup> :  $0.5 \times \text{C.V.D.}$
- deuxième tranche de 30 à 5.000 m<sup>3</sup> :  $\text{C.V.D.} + \text{C.V.A.}$
- troisième tranche plus de 5.000 m<sup>3</sup> :  $(0.9 \times \text{C.V.D.}) + \text{C.V.A.}$

La contribution au Fonds social de l'Eau s'ajoute au présent tarif sur le territoire de langue française.

Le C.V.D. est déterminé par le distributeur conformément au plan comptable uniformisé du secteur de l'eau arrêté par le Gouvernement.

Le C.V.A. est déterminé, pour l'ensemble du territoire wallon, par la S.P.G.E., en application du contrat de gestion qui la lie au Gouvernement.

Un même distributeur ne pourra appliquer qu'un seul tarif sur le territoire d'un sous-bassin hydrographique tel que prévu par l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de Gestion de l'Eau.

Le tarif appliqué peut s'écarter de la structure tarifaire ci-avant pour les volumes de consommations annuels situés au-delà de 25.000 m<sup>3</sup> mais ne peut en aucun cas être inférieur à  $(0.50 \text{ C.V.D.}) + \text{C.V.A.}$

Le prix de l'eau distribuée fait l'objet d'un rapport d'évaluation bisannuel. Ce rapport, après avis du comité de contrôle de l'eau, est transmis par le Gouvernement au Conseil régional wallon pour le 31 mars les années impaires, d'une part, sur la base des données transmises par les distributeurs pour le C.V.D. et, d'autre part, sur la base des données transmises par la société publique de gestion de l'eau pour le C.V.A.

**Art. 17.** Le C.V.A. n'est pas appliqué, dans le cadre de la tarification prévue à l'article 16, dans les cas suivants :

- lorsque l'utilisateur est soumis à la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles;
- lorsque l'utilisateur bénéficie d'une exemption ou d'une restitution de la taxe sur le déversement d'eaux usées autres que les eaux usées industrielles, en application de l'article 16 du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques.

*Section 3. — Facturation*

**Art. 18.** Une facture annuelle est établie par le distributeur. De plus, des acomptes ou des factures intermédiaires, au minimum trimestriels, seront établis.

En cas de changement d'usager ainsi qu'en cas de modification de la période de facturation par le distributeur, la redevance, de même que les tranches de consommations, sont calculées proportionnellement à la période d'occupation de l'immeuble ou de la partie d'immeuble ou couverte par la facture. Le cas échéant, la redevance payée par anticipation fera l'objet d'une régularisation.

**Art. 19.** Le Gouvernement détermine les règles uniformes de présentation des factures, lesquelles devront mentionner clairement les divers éléments du C.V.D. et du C.V.A., ainsi que la contribution au Fonds social de l'Eau. Pour la perception du C.V.A., le distributeur est indemnisé, selon des règles définies par le Gouvernement, de l'ensemble des frais qu'il a exposés à cet effet.

*Section 4. — Paiement des factures et recouvrement*

**Art. 20.** En cas de non-exécution des obligations, et en particulier en cas de non-paiement des sommes dues, sur la base des acomptes et factures prévus à l'article 18, au distributeur dans les délais prévus, celui-ci procède par toutes voies de droit au recouvrement de sa créance à charge des usagers et, le cas échéant, de l'abonné tel que prévu à l'article 21.

Le Gouvernement wallon fixe les modalités du paiement des factures et de leur recouvrement et en détermine les délais minimaux.

Le distributeur peut demander une garantie assurant le paiement des montants qui lui sont dus en raison des caractéristiques spécifiques et objectives de l'utilisateur.

Le montant maximal et les modalités de cette garantie sont fixés par le Gouvernement et s'appliquent uniquement à la distribution publique d'eau d'un immeuble non affecté à l'habitation.

**Art. 21.** Lorsque l'utilisateur n'est pas titulaire d'un droit réel sur l'immeuble raccordé, l'abonné ne peut être solidairement et indivisiblement tenu envers le débiteur de paiement de toutes sommes impayées par l'utilisateur après sa mise en demeure, pour autant :

- qu'il apporte la preuve qu'il a avisé le distributeur, au plus tard dans un délai de trente jours calendrier suivant le changement d'occupation du bien, de l'identité des usagers entrants et sortants ainsi que de l'index du compteur;
- que l'immeuble ait été préalablement équipé par le distributeur d'un compteur par logement;
- qu'une forte consommation inhabituelle ne soit pas consécutive à l'état des installations privées.

CHAPITRE V. — *Information*

**Art. 22.** Le distributeur tient à la disposition des usagers une liste des tarifs en vigueur et les impositions techniques et administratives.

Le distributeur a un devoir d'information active envers ses usagers quant aux conditions techniques et administratives établissant la qualité du service qu'il accomplit.

Toutefois, certains renseignements peuvent ne pas être communiqués lorsque leur divulgation ferait obstacle à la protection de la vie privée, serait contraire à l'intérêt public ou pourrait porter atteinte gravement à la sécurité publique.

Sauf disposition légale contraire, le distributeur peut communiquer toute donnée relative à l'état des comptes de l'utilisateur tant à celui-ci qu'aux organismes ayant une mission de guidance, et cela à leur demande et avec l'accord de l'utilisateur.

#### CHAPITRE VI. — *Sanctions*

**Art. 23.** En cas de mise à disposition d'un usager d'une eau non conforme aux dispositions légales et réglementaires, de défaut d'approvisionnement régulier, dans les conditions définies par le Gouvernement wallon, d'interruption ou de suspension du service hors des conditions prévues aux articles 9 et 10 du présent décret, la facture suivante adressée à l'utilisateur victime de ce défaut du service est diminuée d'un montant équivalant à la formule suivante :

A multiplié par B multiplié par C, où :

A = la consommation facturée,

la durée du cycle de la facturation;

B = le nombre de jours de défaut;

C = le tarif de la première tranche de consommation en vigueur au moment de la facturation.

**Art. 24.** Est puni d'une amende de 2,50 euros à 25.000 euros :

1° le distributeur qui ne place pas un compteur conformément à l'article 4, alinéas 1<sup>er</sup> et 2;

2° le distributeur qui n'applique pas la tarification par tranches réparties en volumes de consommations annuels suivant l'article 16 du présent décret;

3° le distributeur qui n'adapte pas le montant de la redevance à la date prévue à l'article 29 du présent décret;

4° le distributeur qui ne se conforme pas aux dispositions relatives à la facturation et au recouvrement des consommations d'eau, telles que prévues aux articles 16, 18 et 20 du présent décret;

5° le distributeur qui met fin au service de manière unilatérale dans les cas non prévus par le présent décret;

6° l'utilisateur qui ne se conforme pas aux décisions et instructions du distributeur limitant l'usage de l'eau en cas de sécheresse, d'incidents techniques ou relatifs à la qualité de l'eau;

7° l'abonné ou l'utilisateur qui ne se conforme pas aux modalités prévues à l'article 11.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions abrogatoires*

**Art. 25.** L'article 4 du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de Gestion de l'Eau est abrogé.

#### CHAPITRE VIII. — *Dispositions particulières et transitoires*

**Art. 26.** Par dérogation à l'article 4, un raccordement existant au jour de l'entrée en vigueur du présent décret qui n'est pas muni de compteur doit en être équipé par le distributeur et à sa charge avant le 31 décembre 2005.

Au cours de cette période transitoire, en cas d'un raccordement non muni de compteur, la tarification uniforme instaurée par l'article 16 est appliquée par raccordement.

**Art. 27.** Les contrats spécifiques en cours au 1<sup>er</sup> juillet 2003 restent d'application.

#### CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

**Art. 28.** La compétence territoriale des instances judiciaires auxquelles sont soumis les litiges relatifs à l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution est déterminée par les règles du Code judiciaire.

**Art. 29.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 16 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 12 février 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Session 2003-2004.*

*Documents du Conseil* 645 (2003-2004), n<sup>os</sup> 1 à 7.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 11 février 2004

Discussion - Vote.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1019

[2004/200758]

**12. FEBRUAR 2004 — Dekret über die Tarifierung und die allgemeinen Bedingungen der öffentlichen Wasserversorgung in der Wallonie (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**KAPITEL I — Begriffsbestimmungen**

**Art. 1** - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

- Abonnet: jede Person, die Inhaber eines Eigentums-, Nießbrauch-, bloßen Eigentums-, Nutzungs-, Wohn-, Bau- oder Erbpachtrechts an einem an das öffentliche Wasserversorgungsnetz angeschlossenen Immobiliengut ist;
- Dienstlast: Gesamtheit der Verpflichtungen, denen diejenige Person Folge zu leisten hat, die je nach Fall die Eigenschaft eines Abonnenten oder eines Benutzers hat;
- Zähler: Messvorrichtung samt Zubehör zur Bestimmung der während eines gegebenen Zeitraums verbrauchten Wasservolumen;
- tatsächlicher Kostenpreis für die Versorgung (nachstehend TKV genannt): Preis pro m<sup>3</sup>, der die Gesamtheit der Kosten für die Wassererzeugung und -versorgung enthält, einschließlich der Kosten für den Schutz des gewonnenen Wassers zwecks der öffentlichen Versorgung;
- tatsächlicher Kostenpreis für die Abwasserreinigung (TKAR): Preis pro m<sup>3</sup>, der die Gesamtheit der Kosten für die öffentliche Reinigung des Haushaltsabwassers enthält;
- Wasserversorger: Betreiber des Dienstes der öffentlichen Wasserversorgung;
- Hausinstallation: die Rohrleitungen, Armaturen und Geräte, die nach dem Zähler angebracht sind;
- Wohnung: individuelle Wohnung im Sinne von Art. 1, 4<sup>o</sup> des CWATUP;
- Dienst: Gesamtheit der technischen und administrativen Operationen zur Gewährleistung der öffentlichen Wasserversorgung;
- Anschluss: Gesamtheit der Rohrleitungen, Armaturen und Geräte für die Wasserversorgung eines Gebäudes ab der Anschlussstelle auf der Hauptleitung des Wasserversorgers bis zum Zähler einschließlich;
- Benutzer: jede Person, die als Bewohner bzw. Benutzer eines angeschlossenen Immobilienguts den Dienst der öffentlichen Wasserversorgung nutzt.

**KAPITEL II — Zugang zur öffentlichen Wasserversorgung und Anschluss**

**Art. 2** - Jeder Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut hat auf seinen Antrag hin und zu seinen eigenen Lasten darauf Anspruch, dass dieses Immobiliengut an das öffentliche Wasserversorgungsnetz angeschlossen wird. Die ggf. notwendige Erweiterung des Netzes des Wasserversorgers, damit das besagte Immobiliengut angeschlossen werden kann, geht zu Lasten des Antragstellers:

- in Höhe des Gesamtbetrags, wenn es um ein Siedlungsgebiet im Sinne vom Art. 89 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe handelt;
- in Höhe des Gesamtbetrags, wenn es sich um eine Erweiterung außerhalb einer bestehenden öffentlichen Straße handelt;
- für den Teil über die ersten 50 Meter hinaus, wenn es sich um einen sonstigen Erweiterungsantrag handelt, wobei die Kosten für die ersten 50 Meter von dem Wasserversorger übernommen werden.

**Art. 3** - § 1. - Die Arbeiten für die Durchführung des Anschlusses gehen zu Lasten des Abonnenten, und sind Gegenstand eines Kostenvoranschlags.

Der Anschluss muss vor seiner Inbetriebnahme völlig bezahlt sein.

Wenn der Abonnet eine Änderung des Anschlusses oder die Beendigung des Dienstes beantragt, gehen die Arbeiten ebenfalls zu seinen Lasten und sind Gegenstand eines Kostenvoranschlags.

Der Kostenvoranschlag wird dem Antragsteller innerhalb zehn Kalendertagen nach Eingang des Antrags zugestellt.

Eine Anzahlung in Höhe von höchstens 50% des Kostenvoranschlags kann von dem Wasserversorger verlangt werden.

Außer im Falle höherer Gewalt hat der Wasserversorger die Arbeit innerhalb dreißig Kalendertagen nach Eingang der förmlichen Zustimmung des Antragstellers zum Kostenvoranschlag auszuführen, unter Vorbehalt der in diesem Kostenvoranschlag vorgesehenen Ausführungsbedingungen.

§ 2. - Wenn der Abonnet die Beendigung des Dienstes beantragt, trifft der Wasserversorger alle technischen Maßnahmen, damit die Sicherheit und gesundheitliche Zutraglichkeit nicht beeinträchtigt werden.

Wenn der Abonnet und der Benutzer nicht dieselbe Person sind, kann der Antrag nur mit der ausdrücklichen Zustimmung des Benutzers berücksichtigt werden.

§ 3. - Die Kosten für die Änderungen, die von dem Wasserversorger am Anschluss gebracht werden, werden von Letzterem übernommen.

§ 4. - Unbeschadet von Art. 5 gehört der Anschluss zum Eigentum des Wasserversorgers, der für ihn haftet und dessen Instandhaltung gewährleistet.

**Art. 4** - Jeder Anschluss muss mit einem Zähler versehen sein.

Was die neuen Anschlüsse angeht, wird ein Zähler derart angebracht, dass der Verbrauch jeder Wohnung, jeder Handelstätigkeit oder jedes Gebäudes einzeln berechnet werden kann.

Was die bestehenden Anschlüsse angeht, kann der Wasserversorger zu seinen eigenen Lasten und im Einvernehmen mit dem Abonnenten oder auf dessen Anfrage hin, in einem zu seiner Verfügung gestellten technischen Raum den Zähler, der den Verbrauch mehrerer Wohnungen, Handelstätigkeiten oder Gebäude erfasst, durch eine Reihe Zähler ersetzen, die den individuellen Verbrauch jeder Wohnung, Handelstätigkeit oder jedes Gebäudes einzeln erfassen. In diesem Fall wird ein zusätzlicher Zähler vorgesehen, der die gemeinsamen Verbrauchsdaten erfasst.

Die Regierung legt die dem Wasserversorger aufzuerlegenden Bedingungen für die Installierung des Anschlusses fest.

**Art. 5** - Der Abonnent und der Benutzer treffen alle erforderlichen Maßnahmen, damit der Zähler nicht beschädigt wird. Sie haben die Pflicht, den Wasserversorger zu informieren, sobald sie von einer solchen Beschädigung Kenntnis haben.

In dieser Hinsicht sind sie verantwortlich für jegliche Frostschäden am Zähler oder an demjenigen Teil des Anschlusses, der sich innerhalb jedes Raums befindet, in dem der Zähler untergebracht ist, es sei denn, es kann nachgewiesen werden, dass der Wasserversorger bei der Planung oder Durchführung des Anschlusses einen Fehler gemacht hat.

Der Wasserversorger informiert die Abonnenten oder Benutzer mindestens einmal im Jahre, oder auf deren Anfrage hin, über die Maßnahmen, die zu treffen sind, um jegliche Schäden am Zähler zu vermeiden.

Jeder Zähler ist mit Siegeln versehen; eine Beschädigung dieser Siegel wird mit einer Geldstrafe geahndet, deren Modalitäten von der Regierung festgelegt werden, unbeschadet einer eventuellen sofortigen Unterbrechung des Dienstes.

**Art. 6** - Bei einem Wechsel des Abonnenten sind der alte und der neue Inhaber von dinglichen Rechten an dem Immobiliengut verpflichtet, den Wasserversorger darüber zu informieren; in Ermangelung dessen müssen sie, solange diese Verpflichtung nicht erfüllt ist, für die Dienstlasten aufkommen.

Die Regierung legt die mit dieser Verpflichtung verbundenen Modalitäten fest.

### KAPITEL III — Versorgung, Benutzung und Schutz der Anlagen

#### Abschnitt 1 — Zurverfügungstellung

**Art. 7** - Zusätzlich zu den gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen laut dem Dekret vom 12. Dezember 2002 bezüglich der Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers erfüllt der Wasserversorger seine Aufgabe öffentlichen Dienstes, indem er eine regelmäßige Versorgung der an das öffentliche Versorgungsnetz angeschlossenen Immobilien gewährleistet, außer unter außergewöhnlichen Umständen oder Umständen, die vernünftigerweise nicht beherrscht werden können.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen einer regelmäßigen Versorgung.

Der Wasserversorger sorgt dafür, dass alle Arbeiten, die für diese regelmäßige Versorgung nützlich sind, schnellstmöglich durchgeführt werden.

**Art. 8** - Beschwerden von Benutzern des Dienstes werden sofort berücksichtigt; der Wasserversorger bestimmt, welche ihm angehörenden Personen mit der Entgegennahme und Behandlung der Beschwerden beauftragt sind.

**Art. 9** - Die öffentliche Wasserversorgung eines Immobilienguts, das ganz oder teilweise zur Bewohnung dient, darf nur in folgenden Fällen unterbrochen werden:

- um die öffentliche Gesundheit, die Genusstauglichkeit des Wassers oder die Kontinuität des Dienstes zu schützen;

- auf Antrag des Benutzers hin;

- in Ausführung einer richterlichen Entscheidung wegen Nichtzahlung, aufgrund deren die Einstellung der Wasserversorgung möglich ist;

- wenn ordnungsmäßig festgestellt werden konnte, dass der Zugang zum Zähler gemäß Art. 14 verhindert wird.

Die öffentliche Wasserversorgung eines Immobilienguts, das nicht zur Bewohnung dient, darf nur in folgenden Fällen unterbrochen werden:

- in den im oder kraft des Dekrets vorgesehenen Fällen;

- auf Antrag des Benutzers hin;

- bei Nichtzahlung nach der Zustellung einer Zahlungsaufforderung;

- wenn ordnungsmäßig festgestellt werden konnte, dass der Zugang zum Zähler gemäß Art. 14 verhindert wird.

Wenn der Dienst aus Gründen der Sicherheit oder der öffentlichen Gesundheit unterbrochen wird, informiert der Wasserversorger unmittelbar den Bürgermeister der betroffenen Gemeinde, wobei er die Gründe der Unterbrechung angibt.

Wenn der Dienst im Anschluss an eine richterliche Entscheidung unterbrochen wird, informiert der Wasserversorger unmittelbar den Vorsitzenden des öffentlichen Sozialhilfezentrums über die Gründe der Unterbrechung.

Die besonderen Bedingungen bezüglich der Dienstunterbrechung werden von der Regierung festgelegt.

**Art. 10** - Der Wasserversorger kann den Dienst unterbrechen, wenn ein Fall höherer Gewalt oder notwendige Reparatur-, Erneuerungs-, Abänderungs-, Verlegungs-, Instandhaltungs- oder Betriebsarbeiten dies erforderlich machen.

Der Wasserversorger bemüht sich dabei, diese Arbeiten zu Zeiten durchzuführen, in denen die Unterbrechungen die Gesamtheit der Benutzer möglichst wenig stören, und deren Anzahl und Dauer in Grenzen zu halten.

Außer in Dringlichkeitsfällen werden die Benutzer im Voraus, unter Einhaltung einer Fristanzeige von drei vollen Tagen, über diese Unterbrechungen informiert, entweder durch Rundschreiben oder öffentliche Bekanntmachung.

Unbeschadet von Art. 7 des vorliegenden Dekrets und der Bestimmungen des Dekrets vom 12. Dezember 2002 bezüglich der Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers, übernimmt der Wasserversorger die Haftung für die eingesetzten Mittel in Zusammenhang mit den Handlungen im Rahmen seines Dienstes.

#### Abschnitt 2 — Benutzung und Schutz der Anlagen

**Art. 11** - Die Regierung legt die Bestimmungen technischer Art fest, die für die Normen für den Schutz der Anlagen gelten.

Sie kann ebenfalls die Bedingungen für die Ausführung und Benutzung der privaten Hausinstallationen der Benutzer und Abonnenten festlegen.

**Art. 12** - Der Benutzer sorgt für eine schonende Verwendung des Wassers und hat die Beschlüsse und Anweisungen des Wasserversorgers einzuhalten, die dazu dienen, den Verbrauch des Wassers bei Dürre, im Falle von technischen Zwischenfällen oder von Zwischenfällen, die Auswirkungen auf die Wasserqualität haben, in Grenzen zu halten, unbeschadet der Befugnisse, über welche die zuständigen Behörden verfügen.

**Art. 13** - Die Abonnenten und Benutzer sind verpflichtet, die notwendigen Maßnahmen zu treffen, um ihre Anlagen gegen Unfälle zu schützen, die auf eine Druckschwankung oder eine zeitweilige Einstellung des Dienstes zurückzuführen wären.

Der Wasserversorger informiert die Abonnenten oder Benutzer mindestens einmal im Jahre, oder auf deren Anfrage hin, über die Maßnahmen, die nützlich sind, um die Anlagen zu schützen.

### Abschnitt 3 — Zugang zu den Anlagen und zu den Zählern

**Art. 14** - Die Beauftragten des Wasserversorgers, die im Besitz einer Dienstkarte und ihres Ausweises sind, sowie die Prüfstellen, können im Beisein der Bewohner oder ihres Vertreters zwischen acht und zwanzig Uhr zu jedweder Hausinstallation oder jedweden Anschluss auf bequeme Weise und ohne Gefahr Zugang haben, um alle erforderlichen Tätigkeiten zur Verbrauchserfassung und zur Kontrolle der Anlagen und des Zählers durchzuführen. Dabei gilt es, die Grundsätze des Schutzes des Privatlebens einzuhalten und die Bewohner innerhalb eines Zeitraums von 48 Stunden im Voraus schriftlich zu unterrichten.

## KAPITEL IV — Verbrauchserfassung - Tarifierung und Fakturierung

### Abschnitt 1 — Verbrauchserfassung

**Art. 15** - Die verbrauchten Volumen werden anhand des von dem Wasserversorger installierten Zählers erfasst. Der Zeitpunkt und die Regelmäßigkeit der Verbrauchserfassung werden von dem Wasserversorger festgelegt. Diese Verbrauchserfassung muss mindestens einmal im Jahr stattfinden, und der Benutzer muss mindestens einmal alle fünf Jahre dem Wasserversorger den konkreten Zugang zu den Anlagen erlauben, damit dieser die Verbrauchserfassung vornehmen kann.

### Abschnitt 1 — Tarifierung

**Art. 16**. Es wird eine einheitliche Tarifierung für Wasser eingeführt, die für die Verbräuche anwendbar ist, die zur Festlegung einer Jahresgebühr mittels eines Zählers Anlass geben; die Tarifierung kann im Voraus erfolgen, wobei sie dazu bestimmt ist, den Vorteil der Zurverfügungstellung von Wasser zu vergüten, ob es verbraucht wird oder nicht, zuzüglich drei je nach den Jahresverbrauchsvolumen eingeteilten Tranchen, die nach folgender Struktur berechnet werden:

Gebühr:  $(20 \times \text{TKV}) + (30 \times \text{TKAR})$

Verbräuche:

- Erste Tranche - von 0 bis  $30 \text{ m}^3$  - :  $0.5 \times \text{TKV}$

- Zweite Tranche - von  $30$  bis  $5\,000 \text{ m}^3$  - :  $\text{TKV} + \text{TKAR}$

- dritte Tranche - mehr als  $5\,000 \text{ m}^3$  - :  $(0.9 \times \text{TKV}) + \text{TKAR}$

Auf dem Gebiet französischer Sprache wird der für den Sozialfonds für Wasser vorgesehene Beitrag den vorliegenden Tarifbeträgen hinzugerechnet.

Der TKV wird von dem Wasserversorger festgelegt in Übereinstimmung mit dem von der Regierung verabschiedeten einheitlichen Buchungsplan des Wassersektors.

Der TKAR wird für die Gesamtheit des Wallonischen Gebiets von der SPGE - "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) festgelegt, in Anwendung des Geschäftsführungsvertrags, der die SPGE mit der Regierung verbindet.

Ein selber Wasserversorger darf in einem Zwischeneinzugsgebiet im Sinne von Art. 2, § 1 des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) nur eine einzige Tarifierung anwenden.

Die angewandte Tarifierung darf für Jahresverbrauchsvolumen über  $25\,000 \text{ m}^3$  von der oben angegebenen Tarifstruktur abweichen, kann jedoch auf keinen Fall  $(0.50 \text{ TKV}) + \text{TKAR}$  unterschreiten.

Der Preis des Versorgungswassers ist Gegenstand eines zweijährlichen Bewertungsberichts. Nach Begutachtung des Kontrollausschusses für Wasser übermittelt die Regierung diesen Bericht dem Wallonischen Regionalrat vor dem 31. März der ungeraden Jahre; er beruht einerseits auf den von den Wasserversorgern übermittelten Daten für den TKV und andererseits auf den von der "Société publique de Gestion de l'Eau" übermittelten Daten für den TKAR.

**Art. 17** - Im Rahmen der in Art. 16 vorgesehenen Tarifierung wird der TKAR in den nachstehenden Fällen nicht angewandt :

- wenn der Benutzer der Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern unterliegt;
- wenn der Benutzer in Anwendung von Art. 16 des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung industrieller und häuslicher Abwässer Anspruch auf eine Befreiung oder Rückzahlung der Abgabe für die Einleitung von anderem Abwasser als industriellem Abwasser hat.

### Abschnitt 3 — Fakturierung

**Art. 18** - Der Wasserversorger erstellt eine jährliche Rechnung. Darüber hinaus werden mindestens quartalsweise Anzahlungs- oder Zwischenrechnungen aufgestellt.

Bei einem Wechsel des Benutzers sowie bei einer Änderung des durch die Rechnungen gedeckten Zeitraums durch den Wasserversorger werden die Gebühr sowie die Verbrauchstranchen verhältnismäßig zum Zeitraum der Benutzung bzw. Bewohnung des Gebäudes/Gebäudeteils oder zum durch die Rechnung gedeckten Zeitraum berechnet. Ggf. wird die im Voraus gezahlte Gebühr Gegenstand einer Regularisierung.

**Art. 19** - Die Regierung setzt die einheitlichen Regeln für die Aufstellung der Rechnungen fest; diese müssen die verschiedenen Bestandteile des TKV und des TKAR, sowie den Beitrag für den Sozialfonds für Wasser deutlich angeben. Der Wasserversorger erhält nach von der Regierung festgelegten Regeln eine Entschädigung für die Gesamtheit der Kosten, die er bei der Erhebung des TKAR ausgesetzt hat.

### Abschnitt 4 — Zahlung der Rechnungen und Beitreibung

**Art. 20** - Im Falle einer Nichterfüllung der Verpflichtungen, insbesondere im Falle einer Nichtzahlung der dem Wasserversorger auf der Grundlage der in Art. 18 vorgesehenen Anzahlungen und Rechnungen geschuldeten Beträge innerhalb der vorgesehenen Zahlungsfristen kann der Wasserversorger gemäß Art. 21 alle Rechtsmittel einsetzen, um seine Forderung zu Lasten der Benutzer und ggf. des Abonnenten beizutreiben.

Die Regierung legt die Durchführungsbestimmungen in Zusammenhang mit der Zahlung der Rechnungen und ihrer Beitreibung fest, und bestimmt die betreffenden Mindestfristen.

Aufgrund spezifischer und objektiver Merkmale des Benutzers kann der Wasserversorger eine Bürgschaft für die Zahlung der ihm geschuldeten Beträge verlangen.

Der Höchstbetrag und die Modalitäten für diese Bürgschaft werden von der Regierung bestimmt, und sind nur auf die öffentliche Wasserversorgung eines Immobilienguts, das nicht zu Wohnungszwecken dient, anwendbar.

**Art. 21** - Wenn der Benutzer nicht Inhaber eines dinglichen Rechts an dem angeschlossenen Immobiliengut ist, hat der Abonent gegenüber dem Zahlungspflichtigen keine Verpflichtung im Sinne einer gesamtschuldnerischen und gemeinschaftlichen Mithaftung für vom Benutzer, nachdem dieser zur Zahlung aufgefordert worden ist, nicht gezahlte Beträge, unter der Voraussetzung, dass:

- dass er den Beweis erbringt, dass er den Wasserversorger spätestens innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen nach dem Wechsel bei der Benutzung/Bewohnung des Guts, über die Identität der neuen und alten Benutzer, sowie über den Indexwert des Zählers informiert hat;
- dass das Gebäude zuvor von dem Wasserversorger mit einem Zähler pro Wohnung ausgerüstet worden ist;
- dass es keinen ungewöhnlich hohen Verbrauch gibt, der auf den Zustand der Hausinstallationen zurückzuführen wäre.

#### KAPITEL V — *Information*

**Art. 22** - Der Wasserversorger hält den Benutzern eine Liste der geltenden Tarifbeträge sowie der technischen und administrativen Verpflichtungen zur Verfügung.

Der Wasserversorger hat gegenüber seinen Benutzern eine Verpflichtung zur aktiven Information über die technischen und administrativen Bedingungen zur Bekräftigung der Qualität des geleisteten Dienstes.

Es kann jedoch vorkommen, dass bestimmte Auskünfte nicht mitgeteilt werden dürfen, wenn ihre Bekanntmachung den Schutz des Privatlebens verletzen würde, dem öffentlichen Interesse entgegensteht oder der öffentlichen Sicherheit stark schaden könnte.

Sofern es keine andere anderslautende gesetzliche Bestimmung gibt, kann der Wasserversorger Angaben zur Lage der Konten des Benutzers sowohl letzterem als auch den Einrichtungen, die eine Betreuungsaufgabe haben, mitteilen, und dies auf ihren Antrag hin und mit der Zustimmung des Benutzers.

#### KAPITEL VI — *Strafmaßnahmen*

**Art. 23** - Im Falle der Versorgung eines Benutzers mit einem Wasser, das den Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen nicht entspricht, einer unregelmäßigen Versorgung unter den von den Wallonischen Regierung bestimmten Umständen, einer Unterbrechung oder Einstellung des Dienstes außerhalb der in Art. 9 und 10 des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Bedingungen, wird die nächste Rechnung, die dem Benutzer zugestellt wird, der diesen Fehler erlitten hat, um einen Betrag vermindert, der nach der folgenden Formel berechnet wird:

A mal B mal C, wobei:

A = der fakturierte Verbrauch

die Dauer des Fakturierungszyklus;

B = die Anzahl Tage, während denen der Fehler aufgetreten ist;

C = der zum Zeitpunkt der Fakturierung geltende Tarifbetrag der ersten Verbrauchstranche.

**Art. 24** - Folgenden Personen wird eine Geldstrafe von 2,50 Euro bis 25.000 Euro auferlegt:

1° der Wasserversorger, der keinen Zähler laut Art. 4, Absätze 1 und 2 installiert;

2° der Wasserversorger, der die Tarifierung auf der Grundlage von nach den jährlichen Verbrauchsvolumen eingeteilten Tranchen gemäß Art. 16 des vorliegenden Dekrets nicht anwendet;

3° der Wasserversorger, der den Betrag der Gebühr am in Art. 29 des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Datum nicht anpasst;

4° der Wasserversorger, der die Bestimmungen in Sachen Fakturierung und Beitreibung des Wasserverbrauchs gemäß Art. 16, 18 und 20 des vorliegenden Dekrets nicht beachtet;

5° der Wasserversorger, der in Fällen, die im vorliegenden Dekret nicht vorgesehen sind, den Dienst einseitig kündigt;

6° der Benutzer, der die Beschlüsse und Anweisungen des Wasserversorgers, durch die der Verbrauch von Wasser bei Dürre, im Falle von technischen Zwischenfällen oder von Zwischenfällen in Zusammenhang mit der Qualität des Wassers nicht beachtet;

7° der Abonent oder Benutzer, der die in Art. 11 vorgesehenen Durchführungsbestimmungen nicht beachtet.

#### KAPITEL VII — *Aufhebungsbestimmungen*

**Art. 25** - Art. 4 des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de Gestion de l'Eau" wird aufgehoben.

#### KAPITEL VIII — *Besondere und Übergangsbestimmungen*

**Art. 26** - In Abweichung von Art. 4 muss ein am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bereits bestehender Anschluss, der nicht mit einem Zähler versehen ist, spätestens zum 31. Dezember 2005 von dem Wasserversorger mit einem Zähler ausgerüstet werden.

Während dieses Übergangszeitraums wird im Falle eines nicht mit einem Zähler versehenen Anschlusses die durch Art. 16 eingeführte einheitliche Tarifierung pro Anschluss angewandt.

**Art. 27** - Die am 1. Juli 2003 laufenden spezifischen Verträge bleiben anwendbar.



KAPITEL IX — *Schlussbestimmungen*

**Art. 28** - Die örtliche Zuständigkeit der gerichtlichen Instanzen, denen die Streitfälle in Zusammenhang mit der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse unterbreitet werden, wird aufgrund der Regeln des Gerichtsgesetzbuches bestimmt.

**Art. 29** - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 16, der am 1. Januar 2005 in Kraft tritt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.  
Namur, den 12. Februar 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Ph. COURARD

—————  
Note

(1) *Sitzung 2003-2004.*

*Dokumente des Rats 645 (2003-2004), Nrn. 1 bis 7.*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 11. Februar 2004.*

*Diskussion - Abstimmung.*

—————  
VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1019

[2004/200758]

**12 FEBRUARI 2004. — Decreet betreffende de tarifiering en de algemene voorwaarden van de openbare waterdistributie in het Waalse Gewest (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

**Artikel 1.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

- abonnee : elke houder van een recht van eigendom, vruchtgebruik, blote eigendom, gebruik, woning, oppervlakte, erfpacht op een gebouw dat op de openbare distributie aangesloten is;
- last van de dienst : gezamenlijke verplichtingen opgelegd aan de persoon die de hoedanigheid van abonnee of gebruiker heeft, al naar gelang het geval;
- meter : metrologische voorziening en toebehoren voor de bepaling van de watervolumes verbruikt tijdens een gegeven periode;
- reële kostprijs van de distributie : hij wordt hierna C.V.D. genoemd en per kubieke meter berekend; hij omvat de gezamenlijke kosten van de waterproductie en -distributie, met inbegrip van de kosten voor de bescherming van het water opgenomen voor openbare distributie;
- reële kostprijs van de sanering : hij wordt hierna C.V.A. genoemd en per kubieke meter berekend; hij omvat de gezamenlijke kosten voor de openbare sanering van het huishoudelijk afvalwater;
- verdeler : exploitant van de dienst voor openbare waterdistributie;
- private distributieinstallatie : de leidingen en toestellen die stroomafwaarts de meter geïnstalleerd zijn;
- woning : individuele woning in de zin van artikel 1, 4<sup>o</sup>, van de Waalse Huisvestingscode;
- dienst : gezamenlijke technische en administratieve handelingen waardoor de openbare waterdistributie gewaarborgd wordt;
- aansluiting : geheel van leidingen en toestellen gebruikt voor de watervoorziening van een gebouw, vanaf de inlaat uitgevoerd op de hoofdleiding van de verdeler tot en met de meter;
- gebruiker : elke persoon die voor openbare waterdistributie in aanmerking komt als bewoner van een aangesloten gebouw.

HOOFDSTUK II. — *Toegang tot de openbare waterdistributie en aansluiting*

**Art. 2.** Elke houder van een zakelijk recht op een gebouw mag bedoeld gebouw op eigen verzoek en voor eigen rekening op het net van de openbare waterdistributie laten aansluiten. De eventuele uitbreiding van het net van de verdeler die nodig is voor de aansluiting van het gebouw is voor rekening van de verzoeker :

- integraal als het gaat om een verkaveling in de zin van artikel 89 van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium;
- integraal als het gaat om een uitbreiding buiten een bestaande openbare weg;
- verder dan de eerste vijftig meters, als het gaat om een andere aanvraag tot uitbreiding, waarbij de uitbreiding over de eerste vijftig meters ten laste valt van de verdeler.

**Art. 3. § 1.** De aansluitingswerken zijn voor rekening van de abonnee en maken het voorwerp uit van een bestek. De aansluiting wordt integraal betaald vóór de inbedrijfstelling ervan.

Als de abonnee verzoekt om de wijziging van de aansluiting of om de stopzetting van de dienst, zijn de werken eveneens voor zijn rekening en wordt een bestek opgemaakt.

Het bestek wordt aan de verzoeker overgemaakt binnen tien kalenderdagen na ontvangst van de aanvraag.

Een voorschot van hoogstens 50 % van het bestek kan door de verdeler geëist worden.

Behalve overmacht wordt het werk door de verdeler uitgevoerd binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van de uitdrukkelijke instemming van de verzoeker met het uitvoeringsbestek en onder voorbehoud van de uitvoeringsvoorwaarden waarin het voorziet.

§ 2. Als de abonnee om de stopzetting van de dienst verzoekt, neemt de verdeler alle technische maatregelen om de veiligheid en de gezondheid niet in het gedrang te brengen.

Als de abonnee niet de gebruiker is, mag de aanvraag slechts met de uitdrukkelijke instemming van de gebruiker in overweging worden genomen.

§ 3. De verdeler draagt de kosten van de wijzigingen die hij op de aansluiting uitvoert.

§ 4. Onverminderd artikel 5 behoort de aansluiting toe aan de verdeler. Hij is er verantwoordelijk voor en staat in voor haar onderhoud.

**Art. 4.** Elke aansluiting wordt van een meter voorzien.

Voor nieuwe aansluitingen wordt een meter geplaatst om het verbruik van elke woning, commerciële activiteit of gebouw afzonderlijk te meten.

Voor bestaande aansluitingen kan de verdeler op eigen kosten in overeenstemming met de abonnee of op diens verzoek in een te zijner beschikking gesteld technisch lokaal de meter die het verbruik van verschillende woningen, commerciële activiteiten of gebouwen meet, vervangen door een set meters waarmee het verbruik van elke woning, commerciële activiteit of gebouw afzonderlijk gemeten kan worden. In dat geval wordt voorzien in een bijkomende meter om het gemeenschappelijke verbruik te meten.

De Regering bepaalt de voorwaarden die de verdeler moet vervullen bij de uitvoering van de aansluiting.

**Art. 5.** De abonnee en de gebruiker treffen alle maatregelen om beschadiging van de meter te voorkomen. Ze geven de verdeler kennis van elke beschadiging.

Ze zijn verantwoordelijk voor vorstschade aan de meter en voor het gedeelte van de aansluiting gelegen binnen elk gebouw waar zich een meter bevindt, behalve als vast staat dat de verdeler een fout heeft begaan bij het ontwerpen of het plaatsen van de aansluiting.

De verdeler informeert de abonnees minstens één keer per jaar of op hun verzoek over de maatregelen ter voorkoming van elke beschadiging van de meter.

Elke meter wordt voorzien van zegels die niet vervalst mogen worden op straffe van een boete waarvan de modaliteiten door de Regering bepaald worden, onverminderd een eventuele onmiddellijke onderbreking van de dienst.

**Art. 6.** Bij verandering van abonnee verwittigen de voormalige en de nieuwe houder van zakelijke rechten op het aangesloten gebouw de verdeler; zolang ze die verplichting niet nakomen, dragen ze de lasten van de dienst.

De Regering bepaalt de modaliteiten van die verplichting.

HOOFDSTUK III. — *Bevoorrading, gebruik en bescherming van de installaties*

**Art. 7.** Naast de wettelijke en reglementaire voorschriften bedoeld in het decreet van 12 december 2002 betreffende de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water voert de verdeler zijn opdracht van openbare dienst uit wanneer hij de op het openbare distributienet aangesloten gebouwen regelmatig bevoorraadt, behoudens uitzonderlijke omstandigheden of omstandigheden die redelijkerwijs niet beheerst kunnen worden.

De Regering bepaalt de voorwaarden van een regelmatige bevoorrading.

Alle werken die nuttig zijn om de bevoorrading te waarborgen, worden zo spoedig mogelijk door de verdeler uitgevoerd.

**Art. 8.** Elke klacht van een gebruiker van de dienst wordt onmiddellijk in aanmerking genomen; de verdeler wijst binnen zijn midden personen aan die de klachten in ontvangst nemen en behandelen.

**Art. 9.** De openbare watervoorziening van een gebouw dat gedeeltelijk of geheel voor woning bestemd is, mag slechts afgesloten worden :

- voor de bescherming van de openbare gezondheid, de salubriteit, de continuïteit van de dienst;
- op verzoek van de gebruiker;
- ter uitvoering van een rechterlijke beslissing wegens niet-betaling waarbij de distributie onderbroken mag worden;

- als behoorlijk vastgesteld is dat de toegang tot de meter verhinderd wordt, overeenkomstig artikel 14.

De openbare watervoorziening van een gebouw dat niet voor woning bestemd is mag slechts afgesloten worden :

- in de gevallen bepaald bij of krachtens het decreet;

- op verzoek van de gebruiker;

- bij niet-betaling na aanmaning;

- als behoorlijk vastgesteld is dat de toegang tot de meter verhinderd wordt, overeenkomstig artikel 14.

Als de dienst om veiligheids- of openbare gezondheidsredenen onderbroken wordt, verwittigt de verdeler onmiddellijk de burgemeester van betrokken gemeente en geeft hij hem kennis van de gronden van de onderbreking.

Als de dienst onderbroken wordt na een rechterlijke beslissing, wordt de voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn zo spoedig door de verdeler verwittigd.

De bijzondere bepalingen betreffende de onderbreking van de dienst worden door de Regering bepaald.

**Art. 10.** De verdeler kan de dienst opschorten in geval van overmacht of telkens als de noodzaak van herstel-, vernieuwings-, wijzigings-, verplaatsings-, onderhouds- of exploitatiewerken het rechtvaardigt.

De verdeler doet er alles aan om de onderbrekingen uit te voeren op tijdstippen waarop de gezamenlijke gebruikers zo min mogelijk hinder ondervinden en beperkt het aantal en de duur ervan.

Behoudens dringende noodzakelijkheid worden de gebruikers drie werkdagen op voorhand d.m.v. een omzendbrief of een openbaar bericht verwittigd.

Onverminderd artikel 7 van dit decreet en de bepalingen van het decreet van 12 december 2002 betreffende de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water komt de verdeler de verplichting na waarbij alle middelen ingezet moeten worden om de handelingen van de dienst uit te voeren.

#### *Afdeling 2. — Gebruik en bescherming van de installaties*

**Art. 11.** De Regering bepaalt de voorschriften van technische aard waarop de normen voor de bescherming van de installaties berusten.

Ze kan ook de voorwaarden bepalen voor de verwezenlijking en het gebruik van de private binneninstallaties van de gebruikers en abonnees.

**Art. 12.** De gebruiker zorgt voor een zuinig watergebruik en houdt rekening met de beslissingen en richtlijnen van de verdeler waarbij het watergebruik beperkt wordt in geval van droogte, van technische incidenten of van problemen i.v.m. de kwaliteit van het water, onverminderd de bevoegdheden waarover de bevoegde overheden beschikken.

**Art. 13.** De abonnees en de gebruikers treffen de nodige maatregelen om hun installaties te beschermen tegen alle eventuele ongevallen te wijten aan een drukvariatie of aan de tijdelijke opschorting van de dienst.

De verdeler verstrekt minstens jaarlijks of op verzoek van de abonnees of gebruikers nuttige informatie voor de bescherming van de installaties.

#### *Afdeling 3. — Toegang tot de installaties en de meters*

**Art. 14.** Mits inachtneming van de beginselen inzake bescherming van het privé-leven en na schriftelijke verwittiging van de bewoners binnen minimum de voorafgaande achtenveertig uren krijgen de aangestelden van de verdeler die over een dienstkaart en hun identiteitskaart beschikken tussen acht en twintig uur vlotte en veilige toegang tot de aansluiting en de privé-distributie-installatie om elke handeling uit te voeren i.v.m. de meting van het verbruik en de controle van de installaties en de meter.

### *HOOFDSTUK IV. — Registratie van het verbruik - Tarifiering en facturering*

#### *Afdeling 1. — Registratie van het verbruik*

**Art. 15.** De verbruikte volumes worden geregistreerd d.m.v. een meter die door de verdeler geplaatst wordt. Het tijdstip en de periodiciteit van de meting van de verbruikte volumes worden door de verdeler bepaald. De meting wordt minstens één keer per jaar uitgevoerd en de gebruiker verleent de verdeler de fysieke toegang tot de installaties om die meting minstens één keer om de vijf jaar uit te voeren.

#### *Afdeling 2. — Tarifiering*

**Art. 16.** Er wordt een eenvormige watertarifiering ingevoerd die toepasselijk is op het verbruik waarvoor een - mogelijkerwijs vooraf betaalbare - jaarlijkse heffing per meter betaald wordt die dient voor de betaling van het voordeel gebonden aan de terbeschikkingstelling van water ongeacht of er al dan niet verbruik is. De tarifiering bestaat uit drie tranches opgedeeld naar gelang van de jaarlijkse verbruiksvolumes berekend volgens onderstaande formule :

Heffing :  $(20 \times \text{C.V.D.}) + (30 \times \text{C.V.A.})$

Verbruik :

- eerste tranche van 0 tot 30 m<sup>3</sup> :  $0,5 \times \text{C.V.D.}$

- tweede tranche van 30 tot 5 000 m<sup>3</sup> :  $\text{C.V.D.} + \text{C.V.A.}$

- derde tranche boven 5 000 m<sup>3</sup> :  $(0,9 \times \text{C.V.D.}) + \text{C.V.A.}$

De bijdrage in het Sociaal Waterfonds wordt op het grondgebied van het Franse taalgebied aan dit tarief toegevoegd.

De C.V.D. wordt door de verdeler bepaald overeenkomstig het door de Regering vastgelegde gestandaardiseerde boekhoudplan van de watersector.

De C.V.A. wordt voor het gezamenlijke Waalse grondgebied door de S.P.G.E. bepaald krachtens de beheersovereenkomst die ze met de Regering gesloten heeft.

Dezelfde verdeler mag slechts één enkel tarief toepassen op het grondgebied van een hydrografisch onderbekken zoals bepaald bij artikel 2, § 1, van het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een Openbare Maatschappij voor Waterbeheer.

Het toegepaste tarief kan van bovenbedoelde tariefstructuur afwijken voor jaarlijkse verbruiksvolumes boven 25 000 m<sup>3</sup> maar mag geenszins lager zijn dan  $(0,50 \times \text{C.V.D.}) + \text{C.V.A.}$

De distributiewaterprijs is het voorwerp van een tweejarig evaluatierapport. Dat rapport wordt na advies van het comité voor watercontrole de oneven jaren uiterlijk 31 maart door de Regering aan de Waalse Gewestraad overgemaakt, enerzijds, op grond van de gegevens verstrekt door de verdeler wat de C.D.V. betreft, en, anderzijds, op grond van de gegevens verstrekt door de 'S.P.G.E.' wat de C.V.A. betreft.

**Art. 17.** In het kader van de tarifiering bedoeld in artikel 16 wordt de C.V.A. niet toegepast in de volgende gevallen :

- als de gebruiker onderworpen is aan de belasting op het lozen van industrieel afvalwater;
- als de gebruiker in aanmerking komt voor de vrijstelling of de terugbetaling van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater, overeenkomstig artikel 16 van het decreet van 30 april 1990 tot invoering van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater.

*Afdeling 3. — Facturatie*

**Art. 18.** Er wordt een jaarlijkse factuur door de verdeler opgesteld. Daarnaast worden minstens om de drie maanden voorschotten of tussentijdse facturen opgesteld.

Bij verandering van gebruiker alsook in geval van wijziging van de facturatieperiode door de verdeler worden de heffing en de verbruikstranches berekend naar evenredigheid van de periode van bewoning van het gebouw of van gebouwgedeelte waarop de factuur betrekking heeft. In voorkomend geval is de vooraf betaalde heffing het voorwerp van een regularisatie.

**Art. 19.** De Regering bepaalt de standaardregels voor de overlegging van de facturen, die de diverse elementen van de C.D.V. en de C.V.A., alsook de bijdrage in het Sociaal Waterfonds duidelijk vermelden. De verdeler wordt volgens de door de Regering bepaalde regels vergoed voor de gezamenlijke kosten i.v.m. de inning van de C.V.A.

*Afdeling 4. — Betaling van de facturen en invordering*

**Art. 20.** In geval van niet-nakoming van de verlichtingen en, meer bepaald, in geval van niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn van de sommen die op basis van de in artikel 18 bedoelde voorschotten en facturen aan de verdeler verschuldigd zijn, gaat deze laatste met alle rechtsmiddelen over tot de invordering van zijn schuldvordering ten laste van de gebruikers en, in voorkomend geval, van de abonnee zoals bedoeld in artikel 21.

De Waalse Regering bepaalt de modaliteiten voor de betaling van de facturen en voor de invordering ervan en legt de desbetreffende minimumtermijnen vast.

De verdeler kan wegens de specifieke en objectieve kenmerken van de gebruiker verzoeken om een garantie voor de betaling van de hem verschuldigde bedragen.

Het maximumbedrag en de modaliteiten betreffende die garantie worden door de Regering bepaald en zijn slechts van toepassing op de openbare waterdistributie van een gebouw dat niet voor bewoning bestemd is.

**Art. 21.** Als de gebruiker niet houder is van een zakelijk recht op het aangesloten gebouw, mag de abonnee jegens de schuldenaar niet hoofdelijk en ondeelbaar gehouden worden tot de betaling van alle sommen die de gebruiker na aanmaning verschuldigd blijft voorzover :

- hij het bewijs levert dat hij de verdeler uiterlijk dertig kalenderdagen na de wijziging van bewoning van het goed kennis gegeven heeft van de identiteit van de intrekende en vertrekkende gebruikers, alsook van de meterindex;
- het gebouw vooraf door de verdeler is uitgerust met een meter per woning;
- een ongewoon hoog verbruik niet te wijten is aan de staat van de private installaties.

*HOOFDSTUK V. — Informatieverstrekking*

**Art. 22.** De verdeler legt een lijst van de geldende tarieven alsook de technische en administratieve voorschriften ter inzage van de gebruiker.

De verdeler is verplicht de gebruikers actief te informeren over de technische en administratieve voorwaarden waaronder de kwaliteit van de door hem verstrekte dienst wordt bepaald.

Bepaalde gegevens worden mogelijkerwijs evenwel niet meegedeeld als de mededeling de bescherming van het privé-leven belet, tegen het algemeen belang indruist of de openbare veiligheid in het gedrang zou kunnen brengen.

Behoudens andersluidende wetsbepaling kan de verdeler op verzoek en met de instemming van de gebruiker hem elk gegeven i.v.m. de stand van zijn rekeningen meedelen, alsook aan de instellingen die een opdracht inzake sociale begeleiding vervullen.

*HOOFDSTUK VI. — Sancties*

**Art. 23.** Als een gebruiker voorzien wordt van water dat niet voldoet aan de wettelijke en reglementaire bepalingen, bij gebrek aan een regelmatige voorziening overeenkomstig de door de Waalse Regering bepaalde voorwaarden, in geval van onderbreking of van opschorting van de dienst zonder inachtneming van de voorwaarden bedoeld in de artikelen 9 en 10 van dit decreet wordt de volgende factuur die aan de door de schuld van de dienst benadeelde gebruiker gestuurd wordt verminderd met een bedrag berekend d.m.v. de volgende formule :

A vermenigvuldigd met B vermenigvuldigd met C, waarbij :

A = het gefactureerde verbruik

De duur van de facturatiecyclus

B = het aantal dagen in gebreke

C = het tarief van de eerste verbruikstranche van kracht op de datum van de facturatie.

**Art. 24.** Er wordt een boete van 2,50 à 25.000 euro opgelegd aan :

- 1° de verdeler die geen meter plaatst overeenkomstig artikel 4, eerste en tweede lid;
- 2° de verdeler die de tarifiering niet toepast volgens het systeem van de tranches opgedeeld in jaarlijkse verbruiksvolumes overeenkomstig artikel 16 van dit decreet;
- 3° de verdeler die het bedrag van de heffing niet aanpast op de datum bedoeld in artikel 29 van dit decreet;
- 4° de verdeler die niet voldoet aan de bepalingen betreffende de facturatie en de invordering van het waterverbruik, zoals bedoeld in de artikelen 16, 18 en 20 van dit decreet;
- 5° de verdeler die de dienst eenzijdig opzegt in de gevallen waarin dit decreet niet voorziet;
- 6° de gebruiker die niet voldoet aan de beslissingen en richtlijnen van de verdeler waarbij het watergebruik beperkt wordt in geval van droogte, technische incidenten of problemen i.v.m. de kwaliteit van het water;
- 7° de abonnee of de gebruiker die de in artikel 11 bedoelde modaliteiten niet in acht neemt.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 25.** Artikel 4 van het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een Openbare Maatschappij voor Waterbeheer wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VIII. — *Bijzondere en overgangsbepalingen*

**Art. 26.** In afwijking van artikel 4 wordt een op de datum van inwerkingtreding van dit decreet bestaande aansluiting uiterlijk 31 december 2005 door de verdeler op zijn kosten van een meter voorzien als zulks niet het geval is.

Tijdens die overgangperiode wordt de overeenkomstig artikel 16 ingevoerde standaardtarifiering per aansluiting toegepast voor een aansluiting die niet met een meter uitgerust is.

**Art. 27.** De op 1 juli 2003 lopende specifieke overeenkomsten blijven van toepassing.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

**Art. 28.** De territoriale bevoegdheid van de rechterlijke overheden waar de geschillen i.v.m. de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan aanhangig gemaakt worden, wordt volgens de regels van het Gerechtelijk Wetboek vastgelegd.

**Art. 30.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt, met uitzondering van artikel 16, dat in werking treedt op 1 januari 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 februari 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,

Ph. COURARD

Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad 645 (2003-2004), nrs. 1 tot 7.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 11 februari 2004.*

*Bespreking - Stemming.*

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2004 — 1020

[2004/200756]

## 12 FEVRIER 2004. — Décret relatif aux Commissaires du Gouvernement (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Généralités*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle des matières visées par l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° « Commissaire du Gouvernement » : la personne désignée par le Gouvernement, quelle que soit la dénomination de sa fonction, pour exercer des missions d'information et de contrôle de la légalité et de l'intérêt général au sein d'un organisme;

2° « organisme » : toute personne morale visée à l'article 3;

3° « organe de gestion » : le conseil d'administration de l'organisme ou, à défaut, tout autre organe, quelle que soit sa dénomination, qui dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation de la mission ou de l'objet social de l'organisme;

4° « charte du Commissaire du Gouvernement » : l'engagement formel conclu entre le Gouvernement ou le Ministre de tutelle et le Commissaire du Gouvernement, conformément à l'article 20.

5° « Ministre de tutelle » : le Ministre du Gouvernement qui s'est vu attribuer un pouvoir de contrôle particulier sur l'organisme visé à l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> et 2, en vertu du décret ou de l'arrêté portant création dudit organisme ou de l'arrêté portant répartition des compétences au sein du Gouvernement.

6° « Gouvernement » : le Gouvernement de la Région wallonne.